

ESPAGNE

L'Afrique du Sud accueille un militaire rwandais recherché pour la mort des espagnols

La Cour Nationale le réclame pour l'assassinat d'un missionnaire et trois coopérants

M. ALTOZANO / LALI CAMBRA
Madrid / Cape Town - 09/03/2010

Sur son dos il a un mandat de recherche international et d'arrêt pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre et de génocide pour avoir participé à plusieurs massacres de réfugiés hutus, après la prise du pouvoir par les Tutsis au Rwanda. Par ailleurs, il est accusé par le juge de la Cour Nationale Fernando Andreu pour avoir ordonné et supervisé la mort du missionnaire catalan Joaquim Vallmajó en 1994 et des membres de Médecins du Monde Flors Sirera, Manuel Madrazo et Luis Valtueña en 1997. Pourtant, le lieutenant-général rwandais Kayumba Nyamwasa réside depuis deux semaines en Afrique du Sud sans que les autorités de ce pays l'aient arrêté.

Cet ancien haut dirigeant rwandais, ancien bras droit du président Paul Kagame, - épuré et poursuivi récemment au Rwanda pour terrorisme - a un passé très marqué par les massacres de grande ampleur. Dans la recherche sur le génocide Hutu qui a suivi celui commis sur les Tutsis au début des années quatre-vingt-dix (et qui a causé environ 800.000 de mort), Andreu raconte comment sous son commandement, "Kayumba Nyamwasa a procédé à l'enlèvement et ultérieurement à l'assassinat de Joaquim Vallmajó et d'autres rwandais Hutus. Selon des témoins issus de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), dirigée par Kagame, qui contrôlait le nord du pays, Vallmajó a été kidnappé et assassiné le 26 avril 1994, deux jours après qu'il a demandé des explications sur la mort d'un de ses assistants. Selon les anciens guérilleros, il aurait



Le general Kayumba Nyamwasa avec le président de Rwanda, Paul Kagame, l'année 2000. Reuters

été tué avec des machettes "pour éviter de gaspiller des balles» et a ensuite été incinéré.

Nyamwasa, selon Andreu, a également "décidé, ordonné et supervisé l'assassinat" de trois travailleurs humanitaires espagnols en Janvier 1997 à Ruhengeri (nord du Rwanda). Sirera, Madrazo et Valtueña ont prêté assistance aux survivants d'une massacre de 50 Hutus par l'APR et un paysan leur a montré des fosses communes avec les corps d'autres massacres de la guérilla qui avaient eu lieu pendant les jours précédents. Deux jours après avoir assisté à cette horreur, quatre soldats tutsis sont entrés dans leur résidence dans la convivialité apparente pour les fusiller quelques minutes plus tard. Cette attaque a été planifiée dans une réunion en présence de l'un des témoins qui ont comparu devant le juge espagnol, membre du service de renseignement. Il a dit au juge que le plus grand chef militaire dans ce jeu a été Nyamwasa, qui a ordonné l'assassinat parce que "les blancs avaient des informations sensibles sur les massacres que venait de faire l'APR". Nyamwasa est également accusé d'avoir planifié des autres massacres de Hutus entre 1992 et 1996.

Le militaire rwandais, qui jusqu'à il y a deux semaines était ambassadeur en Inde, est retourné à Kigali pour assister à une réunion des diplomates. À la fin de Février, la police l'a interrogé à propos d'une attaque à la grenade le 19 Février. Nyamwasa a fui vers l'Ouganda et de là vers l'Afrique du Sud.

Le juge Andreu a envoyé jeudi une réquisition à Interpol en rappelant la vigueur de son ordonnance de détention, adoptée en Février 2008. Avec Nyamwasa, Andreu accuse de génocide le Président Kagame ainsi que 38 autres hauts cadres de son armée qu'il accuse d'avoir comploté l'extermination systématique des Hutu entre 1994 et 2000.

Un refuge des présumés criminels de guerre

LC/MA
Cape Town/Madrid

Kayumba Nyamwasa n'est pas le seul déserteur du régime de Kigali qui a trouvé refuge en Afrique du Sud. Le Procureur Général du Rwanda, Martin Ngoga, a lié Nyamwasa à un autre ancien haut responsable militaire rwandais, également dissident Patrick Karegeya, un grand ténor des services secrets également tombé en disgrâce qui a fui le pays après avoir passé 18 mois en prison. Selon Ngoga, "les deux ont travaillé ensemble pour lancer des actions destinées à créer un état d'insécurité". Le Rwanda travaille avec l'Afrique du Sud, a déclaré le procureur, pour obtenir que les deux soient traduits en justice pour terrorisme à Kigali. L'Afrique du Sud, toutefois, a simplement répondu qu'elle n'a pas de traité d'extradition avec le Rwanda et par conséquent n'arrête pas Nyamwasa.

Mais ils n'expliquent pas pourquoi l'Afrique du Sud abrite un auteur présumé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité réclamé par l'Espagne. Le militaire rwandais est soupçonné d'implication dans l'attentat qui a fait chuter l'avion transportant le président rwandais hutu Juvénal Habyarimana, à son retour de négociations entre son gouvernement et l'Armée Patriotique Rwandaise en 1994 (version que refuse l'actuel gouvernement). Mais il n'est pas le seul accusé qui se promène en Afrique du Sud. Le général James Kabarebe a été arrêté en Octobre 2009 et libéré après 24 heures sans aucune explication. Kabarebe est recherché également par le juge Andreu pour génocide et crimes contre l'humanité.